



## Palestine : A quoi joue Laurent Fabius?

Par [Richard Labévière](#)

Mondialisation.ca, 09 février 2016

[Observatoire géostratégique](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Le 29 janvier dernier, au cours d'une cérémonie de vœux au corps diplomatique, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a réactivé une vieille idée de la diplomatie française : une conférence régionale-globale pour relancer les discussions de paix entre israéliens et palestiniens. Cette conférence rassemblerait autour des deux parties leurs principaux partenaires : les Etats-Unis, l'Union européenne et les pays de la Ligue arabe. En cas d'échec, Laurent Fabius a répété que Paris reconnaîtrait de façon unilatérale l'Etat de Palestine. Diantre !

De celle de Madrid en 1991 à celle d'Annapolis en 2007, les conférences israélo-palestiniennes ont toujours demandé un énorme travail de préparation et de mise en condition. Et dans le contexte actuel, rien ne laisse augurer que de telles dynamiques soient envisageables. La sortie de Laurent Fabius, qui doit quitter son poste dans quelques jours pour aller pantoufler à la présidence du conseil constitutionnel, est d'autant plus incompréhensible que François Hollande n'a cessé de donner des gages à Benjamin Netanyahu depuis son arrivée à l'Elysée. Entre autres, chacun se souvient du communiqué de l'Elysée - du mercredi 9 juillet 2014, après plusieurs journées de bombardements israéliens meurtriers sur la bande de Gaza - par lequel la France éternelle « condamnait fermement » les tirs de roquettes du Hamas.

La présidence de la République estimait qu'il « appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces ». Le président de la République rappelait aussi « la nécessité de prévenir l'escalade des violences », sans autre indication et, surtout sans un mot pour les victimes civiles palestiniennes ! Alerté par ses nombreux conseillers en communication sur les effets dévastateurs d'un tel communiqué propre à désespérer la banlieue, l'Elysée rectifiait le lendemain en s'inquiétant un peu tard des victimes civiles... Trop tard, sans parler de Tel-Aviv sur Seine et plages ! Et malgré cette dernière tentative de rééquilibrer le curseur israélo-palestinien, François Hollande et le Parti socialiste abordent, désormais la prochaine élection présidentielle avec une indécollable image pro-israélienne...

Selon plusieurs de ses très proches, Laurent Fabius est littéralement obsédé par la trace qu'il laissera dans l'histoire de la diplomatie française, sinon dans l'histoire tout court et bien-sûr, il la souhaite la plus valorisante possible. Par ailleurs, rien n'énerve autant le ministre des Affaires étrangères sortant que les éloges régulièrement tressés à la gloire de son éminent prédécesseur Hubert Védrine, et tout spécialement dans sa gestion « équilibrée » du conflit israélo-palestinien. De Laurent Fabius, l'histoire retiendra surtout qu'il s'est opposé, et jusqu'au dernier moment, à la finalisation de l'accord historique sur le

nucléaire iranien. Jusqu'à son inéluctable signature, le 14 juillet 2015 à Vienne, le ministre français des Affaires étrangères a servilement relayé critiques et demandes israéliennes. Au nom de quels intérêts ? Français et Européens ? A voir... Toujours est-il que Laurent Fabius a voulu épater la galerie avant de partir, se souciant comme d'une guigne de la concrétisation de sa proposition lancée à la cantonade.

Sur ce dossier essentiel pour la stabilité et la paix mondiales, Laurent Fabius a toujours été à contretemps. Fin août 2014, en clôture de la conférence des ambassadeurs, il lâche sans élaborer davantage qu' « il faudra bien, à un moment, reconnaître l'Etat palestinien ». Une nouvelle opération meurtrière de l'armée israélienne venait de s'achever (2300 victimes palestiniennes), après les vaines tentatives du secrétaire d'Etat américain John Kerry de relancer la négociation. A l'automne 2014, Paris présente au Conseil de sécurité le projet d'une résolution inédite qui imposerait aux protagonistes un calendrier contraignant ainsi que des paramètres sur les grandes questions (droit au retour des réfugiés palestiniens, Jérusalem capitale des deux Etats, reconnaissance mutuelle, etc.) Le 28 novembre 2014, un débat avait lieu à l'Assemblée nationale, avant un vote sur une résolution symbolique reconnaissant la Palestine. Laurent Fabius évoquait devant les députés la nécessité de trouver le bon tempo pour cette mesure unilatérale.

A la fin décembre 2014, Paris doit déchanter. Non seulement, les Etats-Unis ne soutiennent pas la démarche française, mais les Palestiniens préfèrent pousser un projet de résolution concurrent, via la Jordanie. Le texte est rejeté. Les efforts de la France sont balayés et les observateurs ébaubis devant un tel amateurisme. Commence alors un cycle de six mois de négociations intenses sur le programme nucléaire iranien. Paris relaie scrupuleusement toutes les demandes israéliennes et le voyage de Laurent Fabius au Proche-Orient, à la fin de juin 2015, est - sans surprise - un coup d'épée dans l'eau.

En marge de l'Assemblée générale de l'ONU, le 30 septembre, a lieu une réunion du Quartet (ONU, UE, Russie et Etats-Unis), élargie à la Jordanie, l'Egypte et l'Arabie saoudite. Le lendemain débute un nouveau cycle de violences, encore en cours et dans lequel 25 Israéliens et près de 160 Palestiniens (dont de nombreux agresseurs) ont été tués. Israël et les Etats-Unis, de leur côté, sont occupés à mettre la touche finale à un nouveau mémorandum qui fixera pour dix ans le montant de l'aide militaire américaine. Tel-Aviv annexe 150 hectares de terre palestinienne dans l'indifférence générale, y compris celle de la France et de son ministre des Affaires étrangères si soucieux de son image d'homme de paix.

Dans ces perspectives de déshérence, une diplomatie sérieuse aurait du, d'abord par dresser la nouvelle géopolitique de la question palestinienne. Depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin, le 4 novembre 1995 par un terroriste israélien, le processus de paix est au point mort et le mouvement palestinien a été cassé en plusieurs morceaux, les territoires de Cisjordanie et de Gaza aussi. De Tel-Aviv regardant la Palestine, on affectionne le bon mot de Mauriac disant qu'il aimait tellement l'Allemagne qu'il préférait donc en avoir deux.

Et l'on sait mieux, désormais comment les services israéliens ont misé, depuis le début des années soixante-dix sur les Frères musulmans, pour faire pièce à l'OLP laïque et marxiste de Yasser Arafat, en favorisant les factions qui se regrouperont sous la bannière du Hamas, et aujourd'hui celle de plusieurs factions jihadistes qui se sont proclamées en faveur de Dae'ch. Mais quoiqu'il arrive, Tel-Aviv poursuit inexorablement sa politique consistant à favoriser les factions islamistes extrémistes sur le refrain connu : c'est nous, l' « Etat juif » ou le chaos terroriste !

Jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, la question palestinienne avait conservé une certaine centralité dans les efforts de recréation d'une certaine stabilité au Proche et Moyen-Orient. Mais avec sa déclaration de « guerre planétaire à la terreur », les deux gouvernements Bush successifs vont vouloir remanier et « démocratiser » le Grand-Moyen-Orient, des côtes du Maroc au fin fond de l'Indonésie. Avec leurs guerres en Afghanistan, dans les zones tribales du Waziristân, en Irak, en Libye, au Yémen et ailleurs - dont on peut mesurer quotidiennement les brillantes conséquences - les Etats-Unis et leurs supplétifs occidentaux ont poursuivi une politique obsessionnelle de changement de régime qui, elle-aussi s'est avéré catastrophique.

Dans ce nouveau contexte stratégique, la revendication palestinienne a perdu toute dimension politique pour se transformer en une simple question de sécurité et de maintien de l'ordre. La doctrine des néoconservateurs américains et de leurs émules européennes et tout particulièrement françaises, a fini par imposer une doxa dominante théorisée durant les années quatre-vingt par l'un de ses chefs de file, l'historien Bernard Lewis : ne plus parler d'un « monde arabe » et d'Etats-nations arabes... mais de tribus, de clans et de confédérations de clans ! A la trappe la question nationale palestinienne, la priorité étant exclusivement donnée à la lutte contre le terrorisme et ses multiples ramifications internationales rhizomatiques et toujours récurrentes...

Dans ce contexte stratégique et idéologique, on peut toujours relancer toutes les idées de toutes les conférences que l'on veut et rédiger tous les projets de résolutions dont on sait par avance qu'ils seront aussitôt abandonnés à la critique rongeuse des souris... Mais alors, plutôt que faire compliqué, pourquoi ne pas chercher à faire beaucoup plus simple ?

Le 29 janvier dernier, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a durement critiqué - et ce n'est guère son habitude - la poursuite de la colonisation israélienne en Cisjordanie occupée, appelant à un gel des constructions. La « frustration de Palestiniens s'accroît sous le poids d'un demi-siècle d'occupation et de paralysie du processus de paix », a-t-il déclaré en s'adressant au Conseil de sécurité lors d'un débat sur le Proche-Orient. Et de préciser que la poursuite de la colonisation « est un affront fait à la population palestinienne et à la communauté internationale (...) et soulève des questions fondamentales sur l'engagement d'Israël envers une solution à deux États ».

La réaction de Benjamin Netanyahu ne s'est pas fait attendre : « Les commentaires du secrétaire général de l'ONU encouragent le terrorisme ». Et pour qui n'aurait pas compris : « Il n'y a aucune justification au terrorisme. Les assassins palestiniens ne veulent pas bâtir un État, ils veulent détruire un État. » C'est avec la même arrogance que la ministre suédoise des Affaires étrangères Margot Wallström s'était trouvée le 13 janvier « interdite de séjour » en Israël et en Palestine pour avoir demandé des enquêtes approfondies sur les nombreux décès de Palestiniens qui s'apparentent à des exécutions extrajudiciaires.

Réactions de la France et de ces partenaires européens ? Rien à ce jour. On voit même au contraire des pays européens refuser jusqu'à la décision d'étiquetage des produits des colonies et laisser Netanyahu jouer la division de l'Europe. A l'heure où tout semble bon pour donner des gages aux soutiens inconditionnels d'Israël dans notre pays, on aimerait savoir si Paris et son ministre des Affaires étrangères sortant choisissent par leur silence de désavouer Ban Ki-moon ou s'ils se décident enfin à mettre en œuvre l'étiquetage des produits des colonies israéliennes, réclamé depuis longtemps. Cette prise de position sur ce dossier concret serait certainement plus efficace qu'un nouvel appel improbable à une conférence internationale tout aussi improbable !

La source originale de cet article est [Observatoire géostratégique](#)  
Copyright © [Richard Labévière](#), [Observatoire géostratégique](#), 2016

---

Articles Par : [Richard Labévière](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)